



# Perspectives économiques et programme gouvernemental: Entre lueur d'espoir et nécessaire renouveau

Conférence de presse  
11 décembre 2013

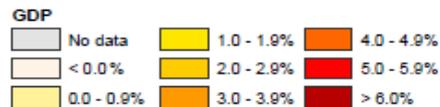
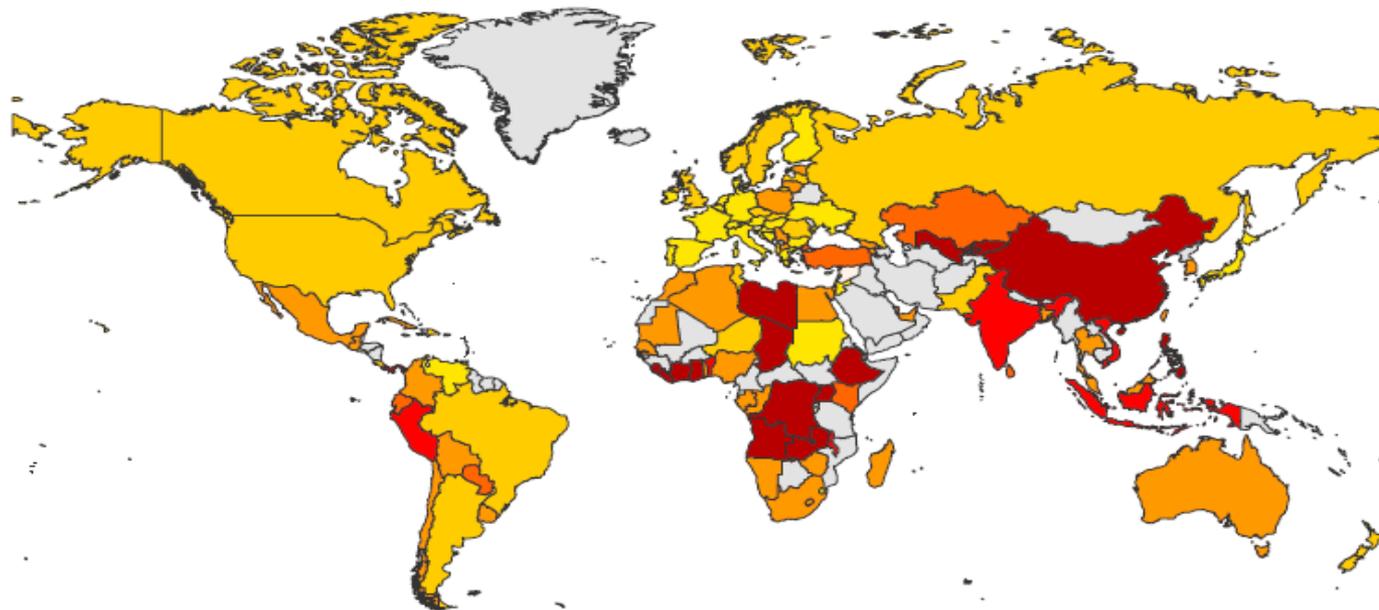


- Introduction
- Situation actuelle et perspectives ...
  - ... mondiales
  - ... aux Etats-Unis
  - ... en Chine
  - ... dans la Zone euro
  - ... en France
  - ... en Allemagne
- Situation actuelle et perspectives au Luxembourg
- Les défis du Luxembourg et les réponses proposées par le nouveau Gouvernement

## Une reprise à plusieurs vitesses

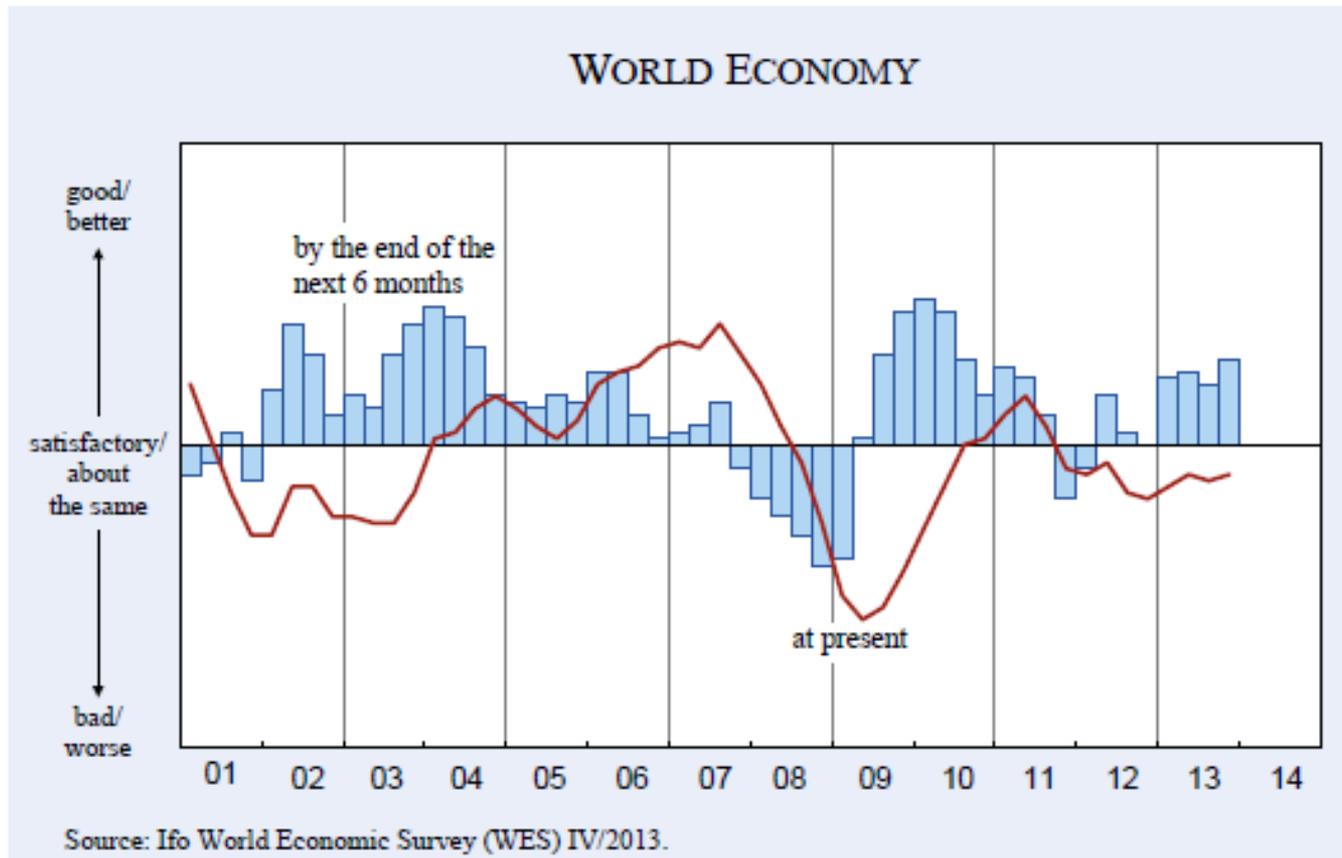
### Medium-term growth outlook remains stable

Expected average annual growth rates of the real Gross Domestic Product (GDP) over the next 3 to 5 years

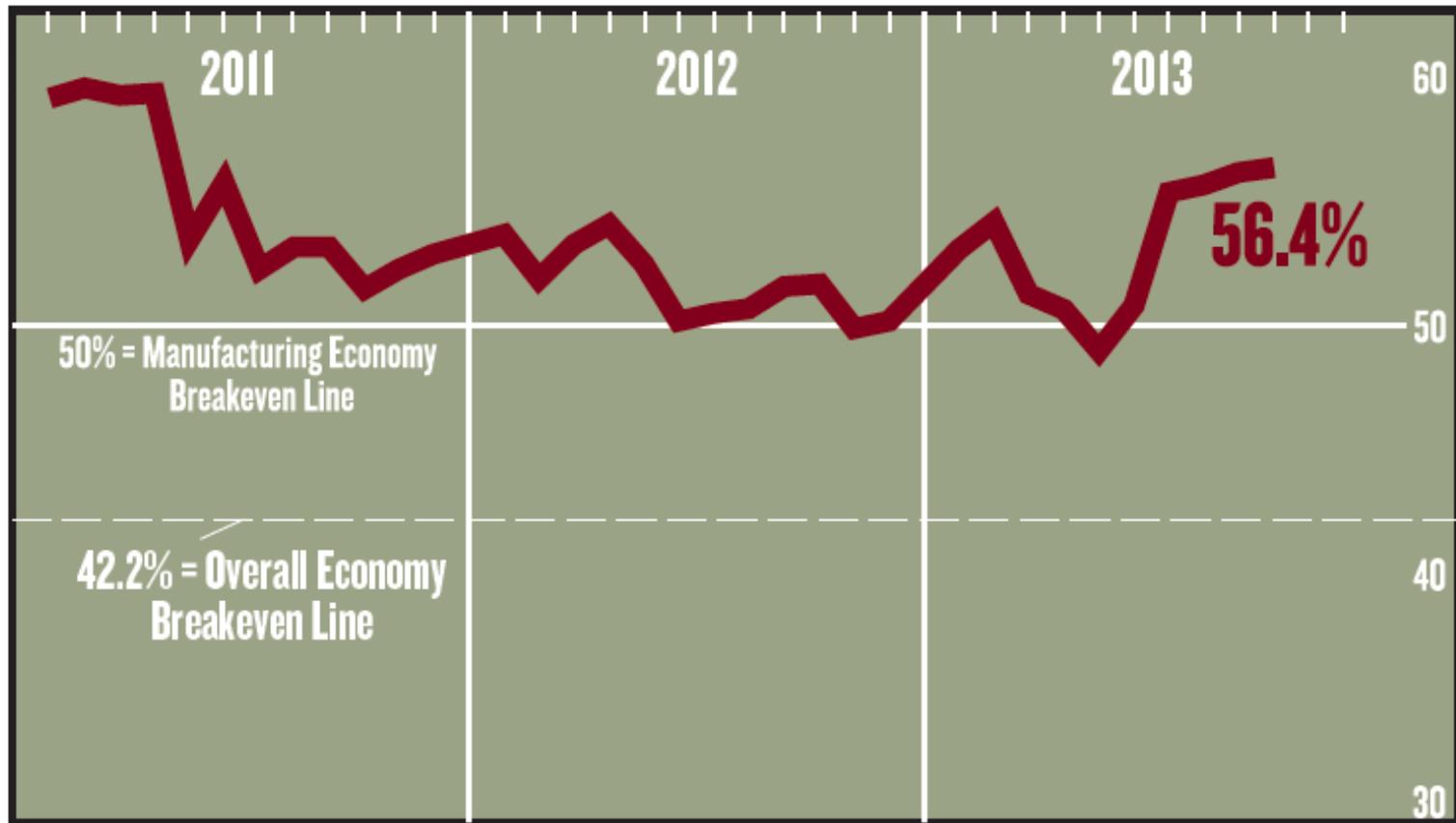


Source: Ifo World Economic Survey (WES) IV/2013.

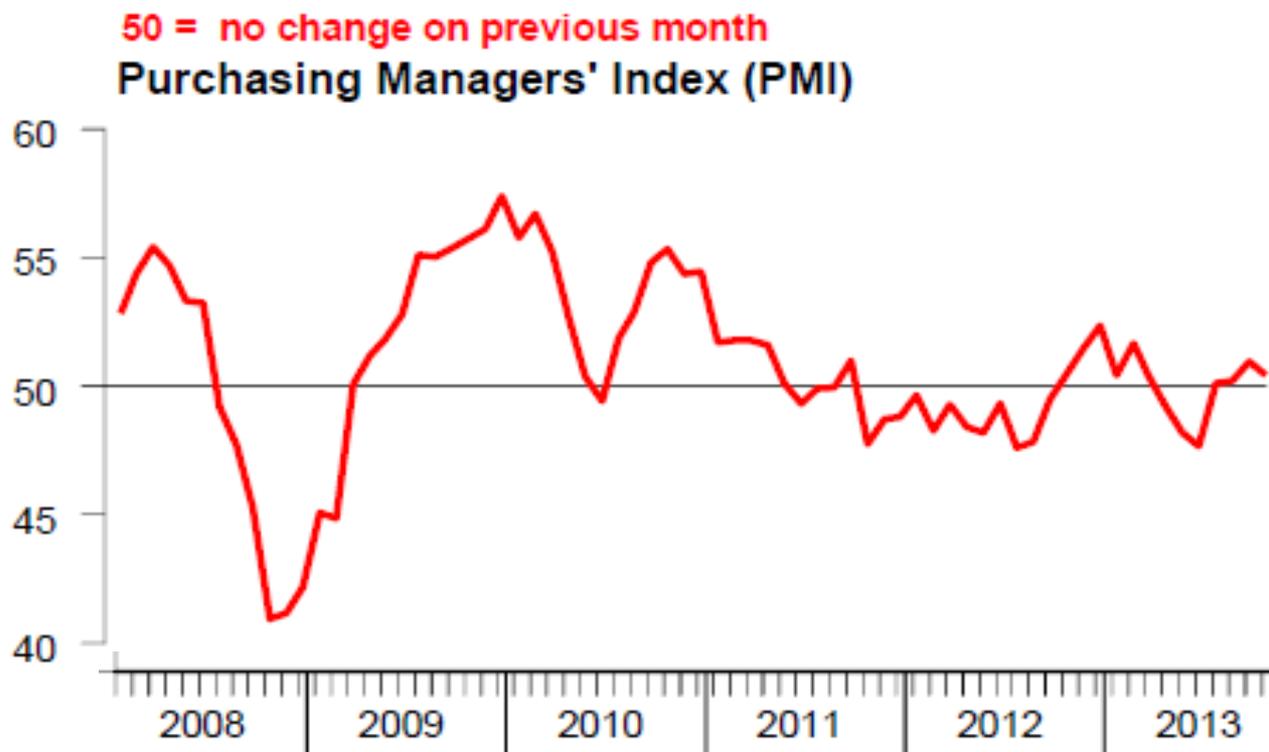
## Des prévisions optimistes sur la situation des prochains mois



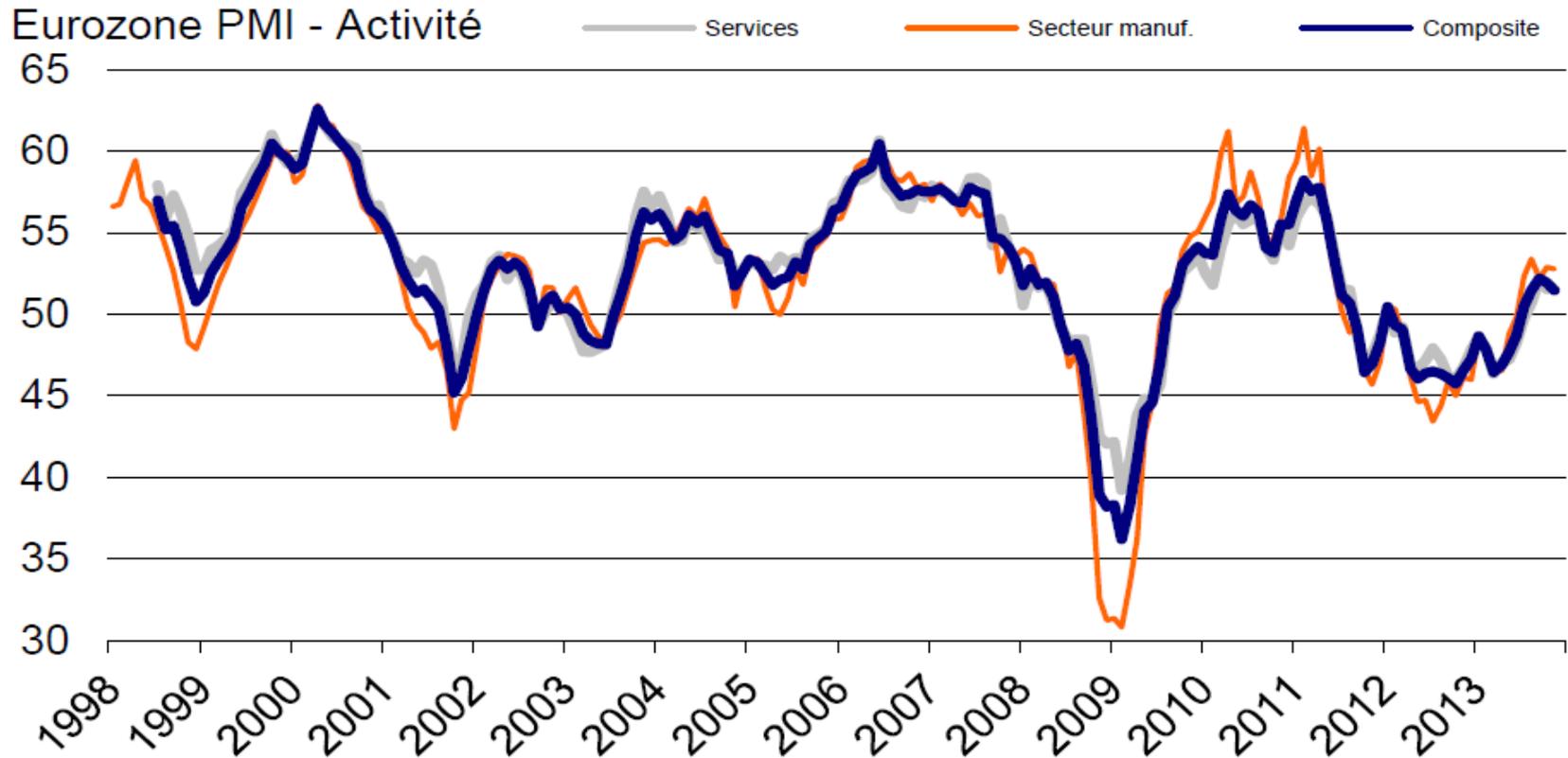
## Une reprise qui se poursuit dans le secteur manufacturier



## Une fin de 2013 mitigée



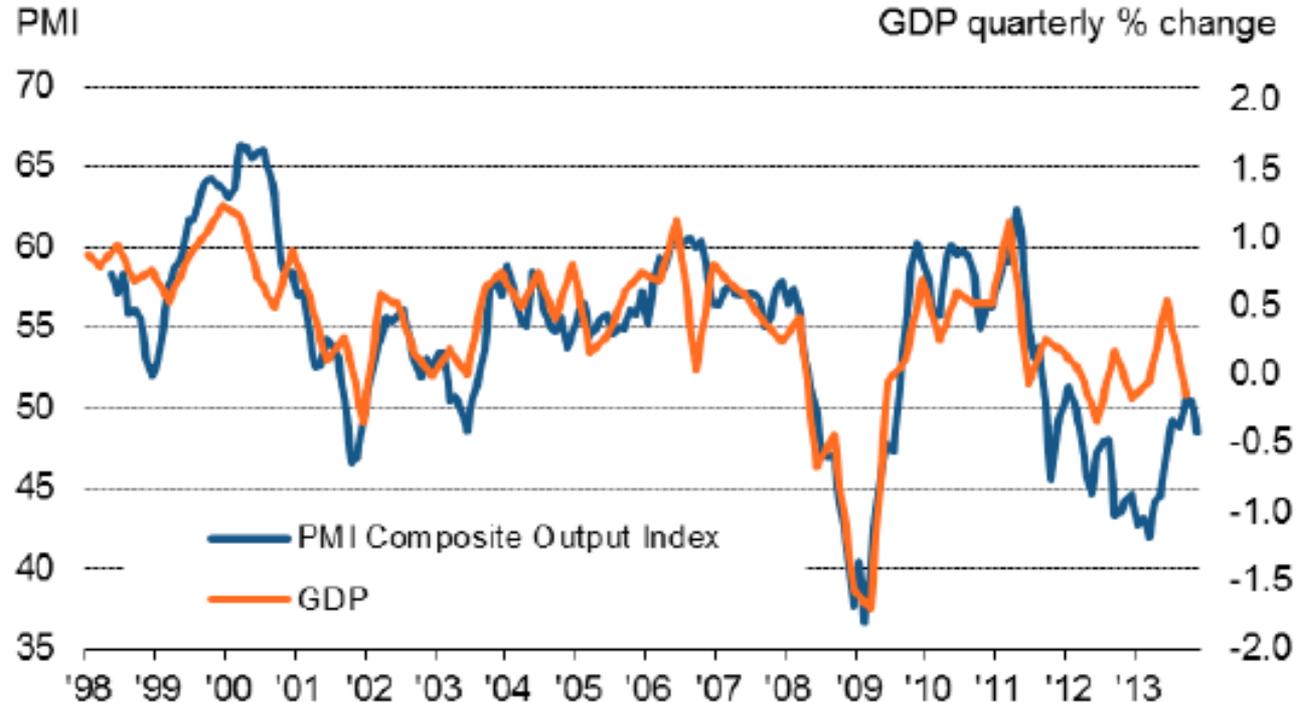
## Léger ralentissement de l'activité globale en novembre...



Source: Markit

...suite à une contraction du secteur privé en France

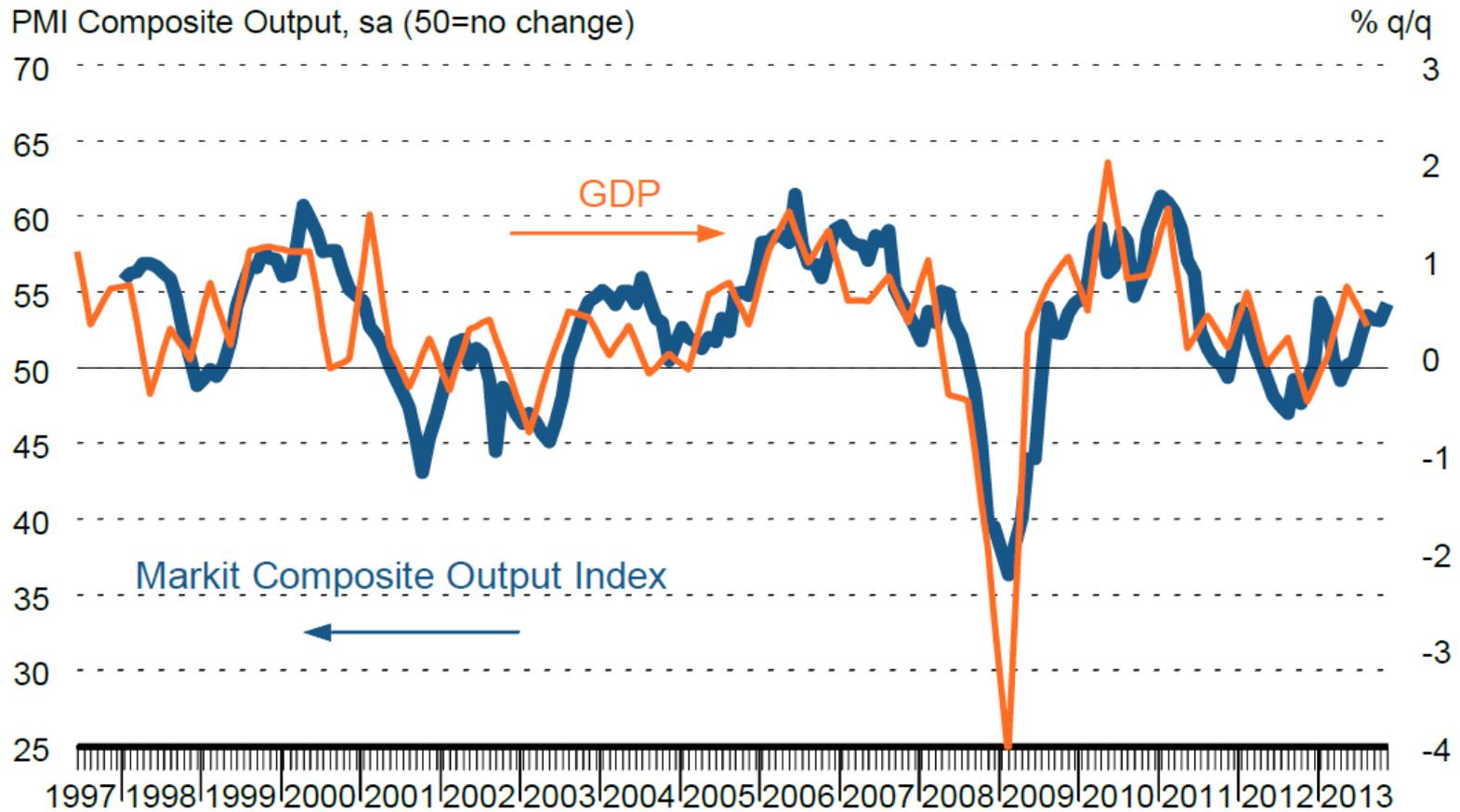
## Economic output



Source: Markit

## Une production en hausse

Markit German Composite Output Index vs. GDP



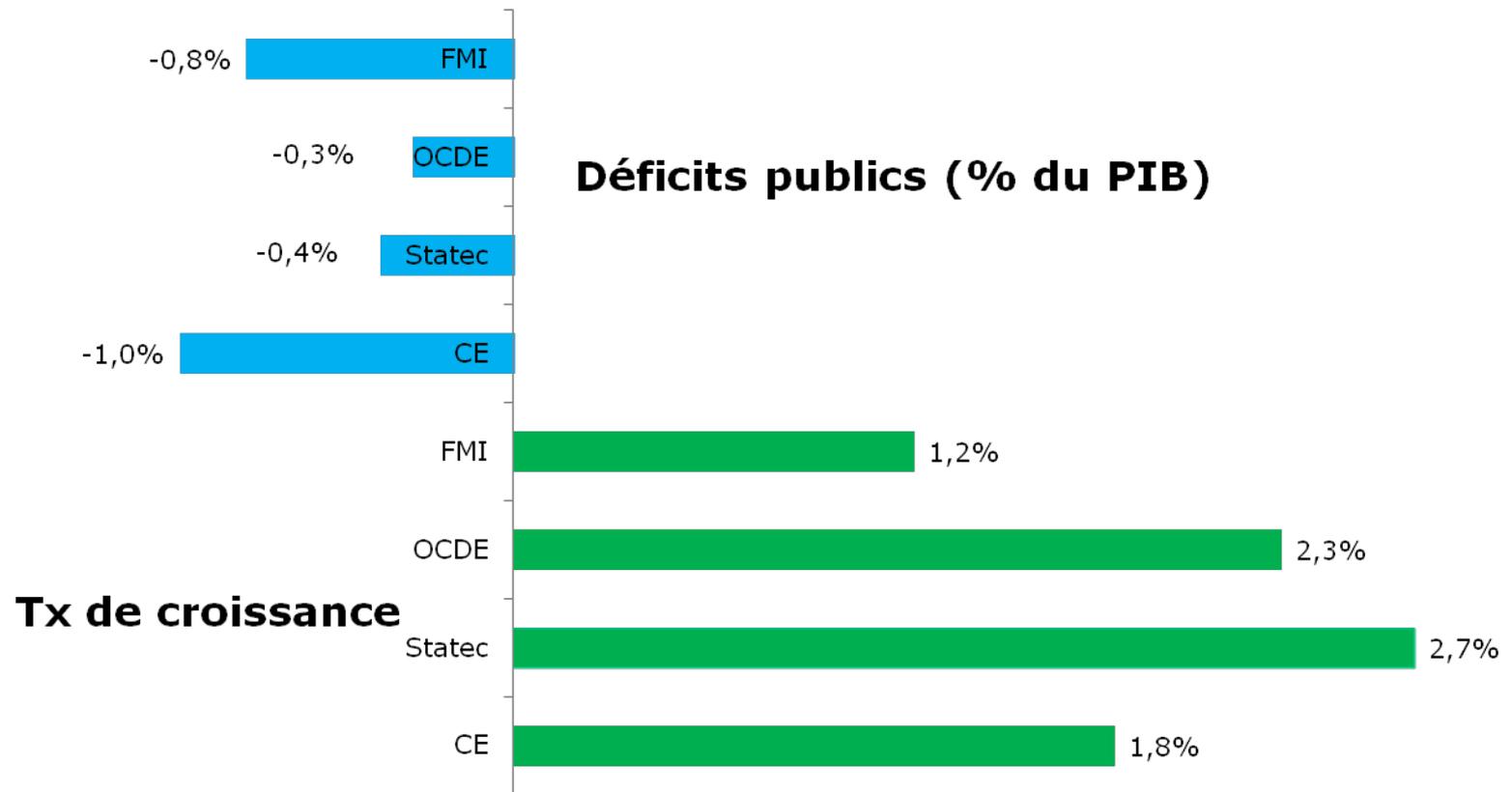
Optimisme confirmé par d'autres experts allemands  
(ZEW, Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung)



## Prévisions macroéconomiques pour les principaux pays partenaires

2014	France	Belgique	Allemagne	Pays-Bas	Zone euro	Etats-Unis	Chine	Luxembourg
<b>PIB</b>	0,9%	1,1%	1,7%	0,2%	1,1%	2,6%	7,3%	2,7%
<b>Solde budgétaire</b>	-3,8%	-2,6%	0,1%	-3,3%	-2,5%	-5,7%	-2%	-0,4%
<b>Taux de chômage</b>	11,2%	8,7%	5,3%	8,0%	12,2%	6,9%	4,1%	7,2%
<b>Balance courante</b>	-1,5%	0,9%	6,6%	10,0%	2,9%	-2,7%	2,0%	6,8%
<b>Inflation</b>	1,4%	1,3%	1,7%	1,7%	1,5%	1,9%	2,9%	1,5%

## Des prévisions pour 2014 plus ou moins optimistes selon les Instituts



## L'enquête Eurochambres 2014

**Les prévisions pour 2014 s'améliorent, mais insuffisamment surtout en termes de climat des affaires**

Secteurs	Climat des affaires	Chiffre d'affaires			Emploi	Investissements
		global	national	à l'exportation		
A : « Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport »	-3,5 (44,5%)	36,3 (52,3%)	3,5 (61,3%)	53,2 (29,1%)	3,9 (65,1%)	3,7 (58,9%)
B : « Autres industries manufacturières »	-10,7 (54,9%)	19,7 (50,2%)	15,0 (55,8%)	28,3 (24,3%)	-1,5 (77,3%)	9,4 (60,6%)
C : « Construction »	-12,7 (60,5%)	6,0 (59,4%)	5,4 (61,0%)	-6,6 (50,0%)	-7,1 (68,3%)	-8,2 (70,2%)
D : « Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants »	-20,9 (55,6%)	18,5 (56%)	18,5 (55,1%)	13,7 (54,7%)	-0,3 (70,7%)	0,5 (56,9%)
E : « Transport, entreposage et communication »	-2,3 (63,2%)	24,7 (60,1%)	15,5 (63,1%)	35,9 (51,5%)	12,3 (64,5%)	15,2 (64,3%)
F : « Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services »	-10,7 (52,9%)	26,5 (47,3%)	21,9 (49,7%)	39,8 (35,3%)	9,4 (61,3%)	1,7 (66,3%)
G : « Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) »	-16,4 (83,6%)	39,3 (60,7%)	39,3 (60,7%)	42,6 (57,4%)	-16,4 (83,6%)	-15,7 (38,6%)
<b>Industrie manufacturière (A+B+C+G)</b>	<b>-11,4 (58,2%)</b>	<b>12,1 (57,3%)</b>	<b>7,1 (60,3%)</b>	<b>19,8 (38,2%)</b>	<b>-5,2 (69,4%)</b>	<b>-4,5 (67,0%)</b>
<b>Services (D+E+F)</b>	<b>-14,2 (55,6%)</b>	<b>22,6 (53,0%)</b>	<b>19,4 (54,0%)</b>	<b>25,9 (47,8%)</b>	<b>5,4 (66,0%)</b>	<b>2,9 (61,7%)</b>
<b>ECONOMIE TOTALE</b>	<b>-13,3 (56,4%)</b>	<b>19,4 (54,3%)</b>	<b>15,6 (56,0%)</b>	<b>23,8 (44,6%)</b>	<b>2,1 (67,1%)</b>	<b>0,7 (63,4%)</b>

## L'enquête Eurochambres 2014

- **Climat des affaires :**

- les prévisions sont plus optimistes, mais loin des niveaux d'avant-crise
- les entreprises misant sur une stabilité - soit une stagnation à un niveau relativement bas - restent nombreuses

- **Chiffre d'affaires total :** les anticipations retrouvent une tendance positive

- **Chiffre d'affaires à l'exportation :** reprise des débouchés internationaux

- **Emploi :** le climat d'incertitude plombe les perspectives

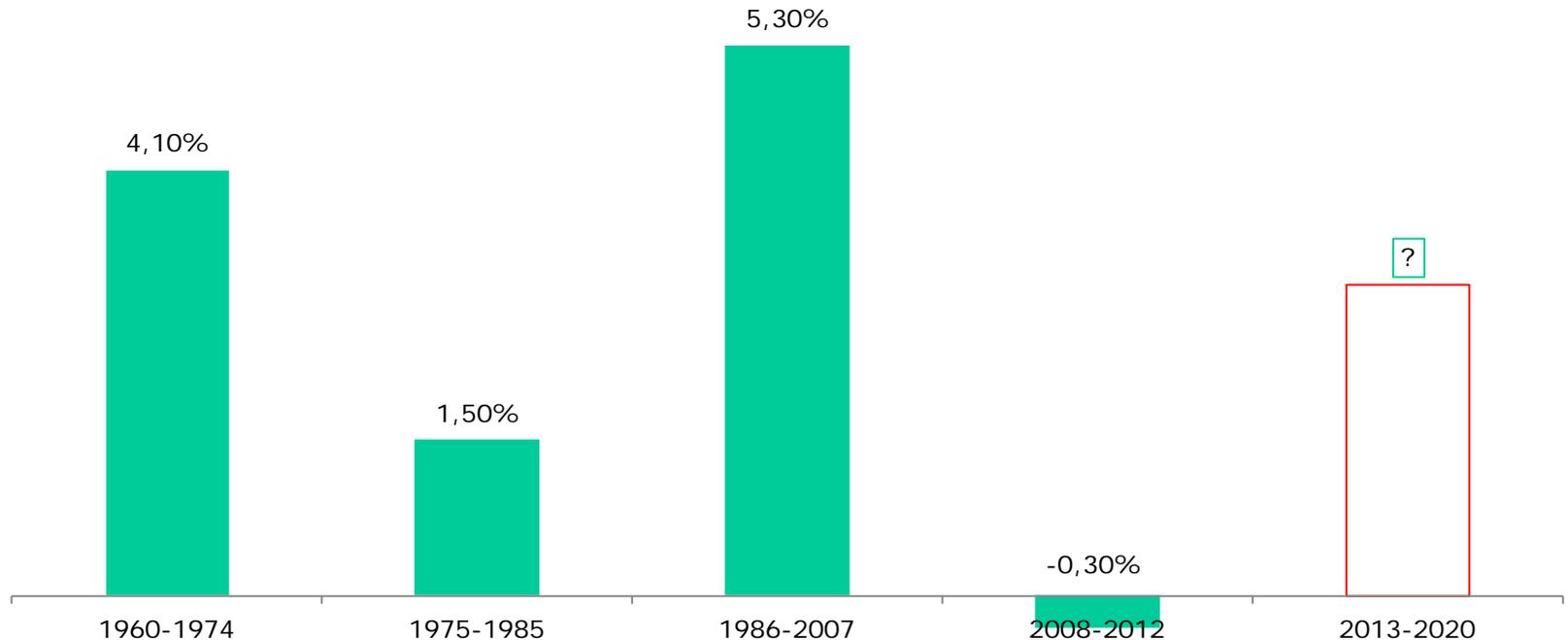
- **Investissements :** la méfiance des chefs d'entreprise se traduit par une stagnation de la propension à investir

## 2014 : un plan d'urgence de sortie de crise autour de quatre volets

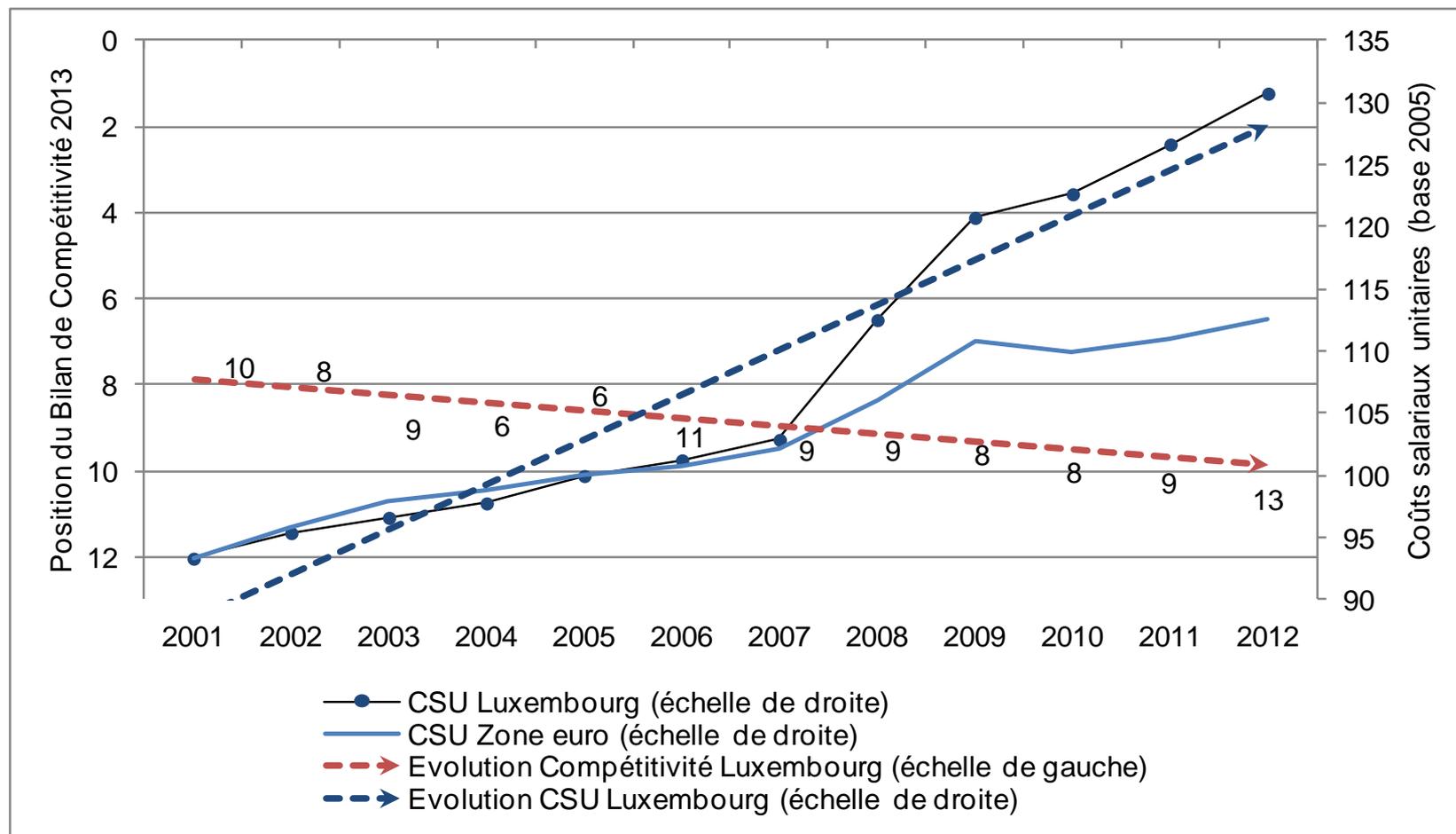
- Relancer la croissance à travers un plan de compétitivité pour l'économie
- Assainir les finances publiques
- Réformer le système d'éducation et le marché de l'emploi
- Mettre en œuvre les mesures visant une baisse des prix du logement

## Croissance : 30 Glorieuses, 20 Splendides, 5 piteuses, et après?

### Evolution du PIB en volume (à prix constants)



## La compétitivité poursuit sa tendance baissière

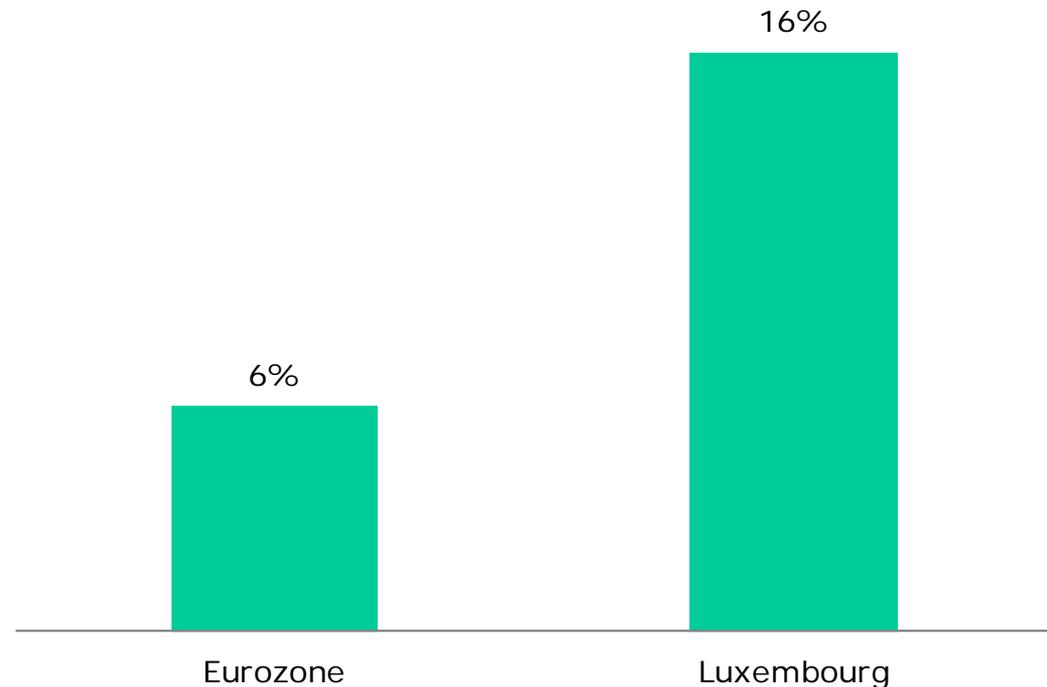


## La hausse du coût salarial unitaire

La situation:

- hausse de 16% du CSU entre 2008 et 2012
- baisse de 18% des parts de marché export entre 2008 et 2012
- fort déficit de la balance commerciale

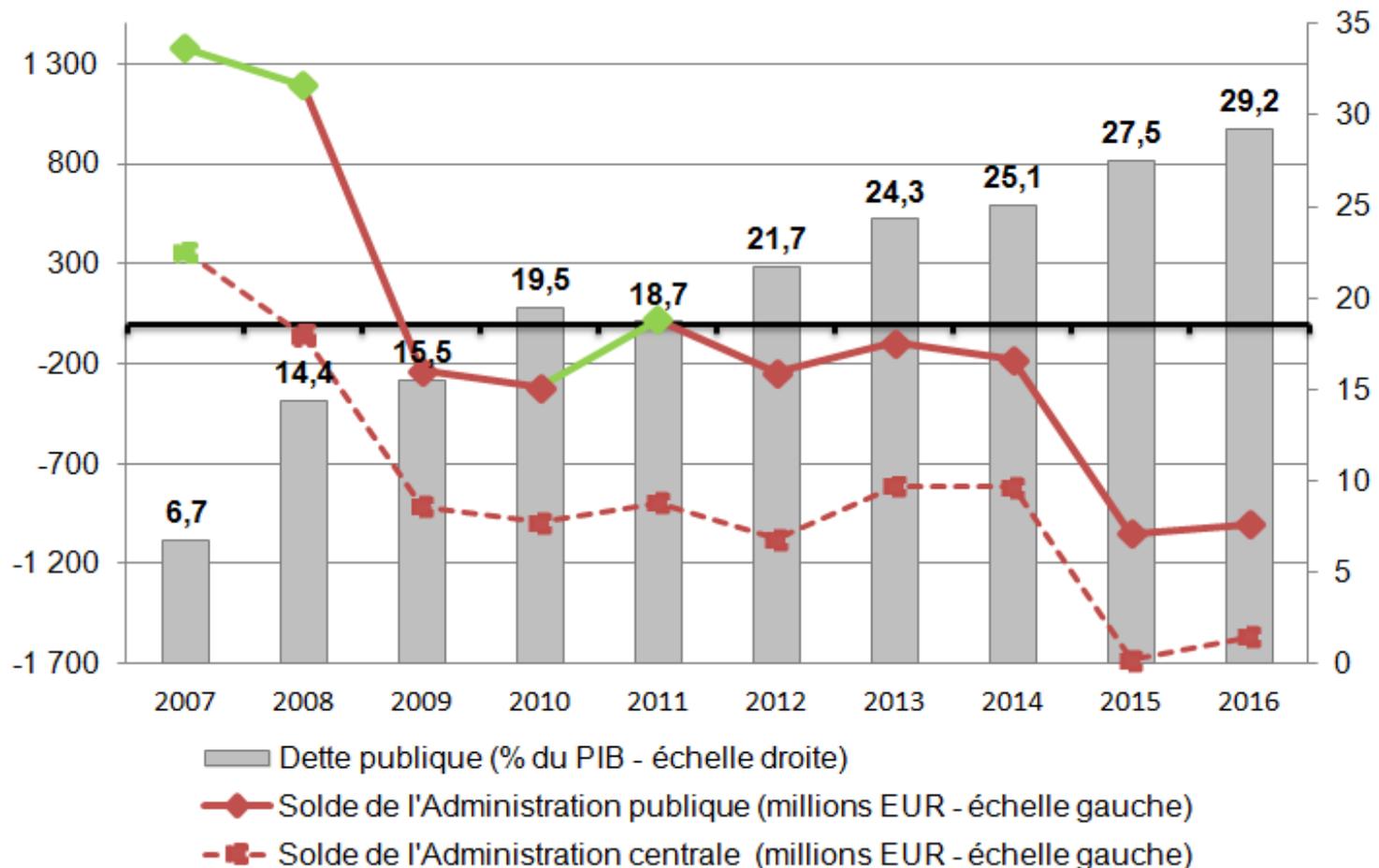
### Evolution du CSU (2008-2012)



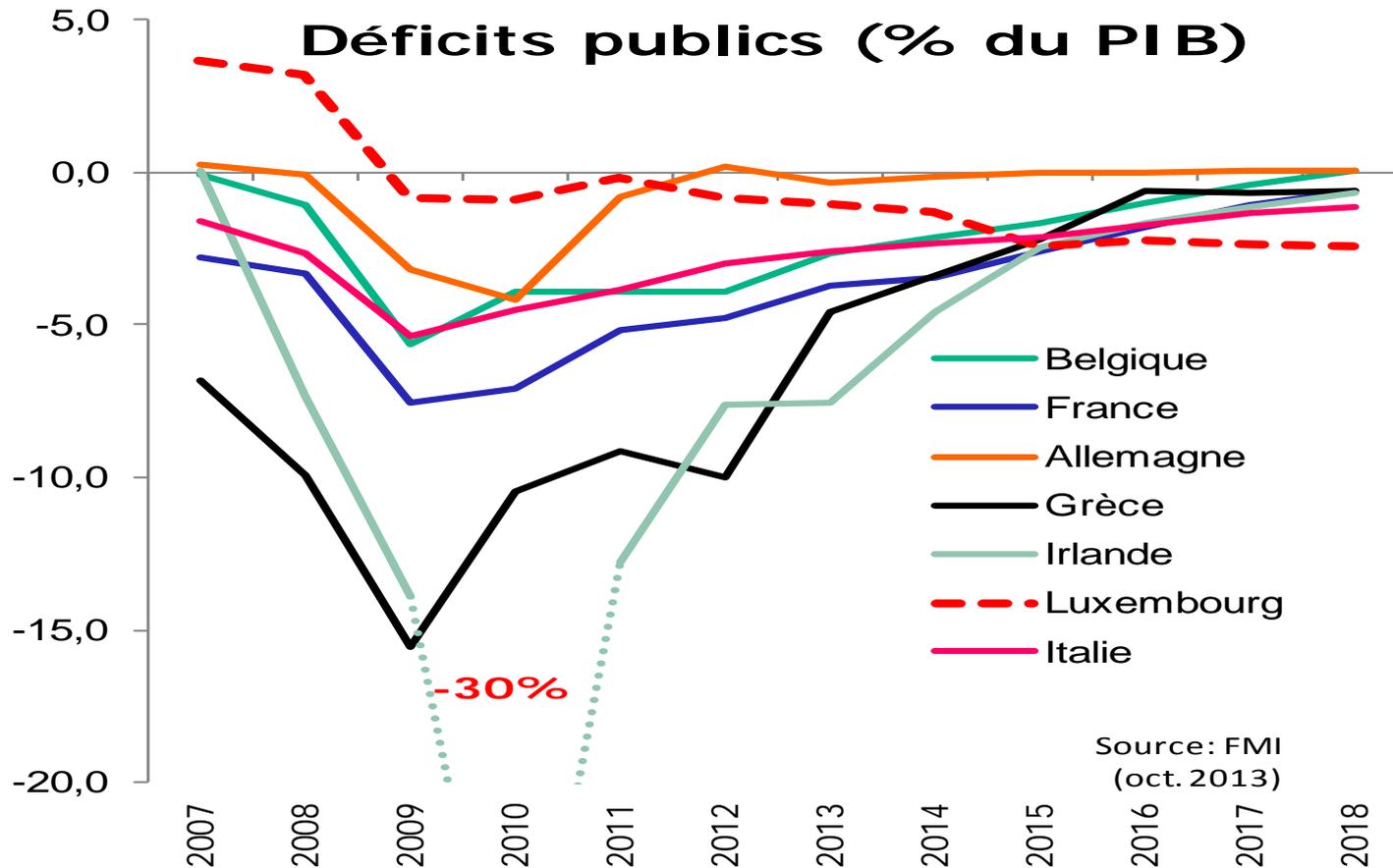
## Ce que le programme gouvernemental propose ...

Bon sens	Position mitigée
<p>Instauration d'une <b>mission interministérielle</b> qui travaillera sur l'allègement, la simplification et l'accélération des procédures administratives</p>	<p><b>Réforme fiscale</b> qui devra répondre aux critères de la prévisibilité, stabilité et compétitivité du Luxembourg en matière fiscale, tant au niveau des sociétés qu'au niveau des personnes physiques, de la pérennisation des emplois et de l'équité sociale s'assurant une contribution équitable au financement des dépenses publiques des différentes catégories de contribuables et de revenus</p>
<p>Réexamen des <b>procédures d'autorisation</b> ; généralisation des <b>délais d'instruction</b> qui s'imposent aux autorités administratives des demandes d'autorisation ; examen de l'utilisation du principe de l'<b>autorisation tacite</b> en cas de silence de l'administration</p>	
<p>Simplification et <b>modernisation</b> de la législation relative aux procédures fiscales, notamment en matière de la « Abgabenordnung »</p>	
<p>Poursuite de la <b>lutte contre une inflation excessive</b></p>	
<p><b>Analyse</b> de la faisabilité et l'impact potentiel d'une <b>désindexation généralisée</b> de l'économie nationale</p>	
<p>Concentration d'efforts de <b>diversification</b> sur quelques secteurs spécifiques</p>	<p>Pas de modification du <b>panier-type</b> des biens et des services</p>

## Des finances publiques dans le rouge... même dans le scénario optimiste tracé au Formateur



## La souveraineté budgétaire reste en péril



## Le Luxembourg « épinglé » à deux reprises par la CE (1)

### 1) Le Luxembourg fera l'objet d'un bilan approfondi pour déséquilibres macroéconomiques potentiels, et ce pour 4 indicateurs (6pack)

Table A2. MIP scoreboard 2012

External Imbalances and Competitiveness										Internal Imbalances						
Year 2012	Current Account Balance as % of GDP		Net International Investment Position as % of GDP	Real Effective Exchange Rate (42 IC - HICP deflators)		Export Market Shares		Nominal ULC		% y-o-y change in Deflated House Prices	Private Sector Credit Flow as % of GDP, consolidated	Private Sector Debt as % of GDP, consolidated	General Government Sector Debt as % of GDP	Unemployment Rate		% y-o-y change in Total Financial Sector Liabilities
	3 year average	p.m.: level year 2012		% change (3 years)	p.m.: % y-o-y change	% change (5 years)	p.m.: % y-o-y change	% change (3 years)	p.m.: % y-o-y change					3 year average	p.m.: level year 2012	
<b>Thresholds</b>	<b>-4/+6%</b>	<b>-</b>	<b>-35%</b>	<b>±5% &amp; ±11%</b>	<b>-</b>	<b>-6%</b>	<b>-</b>	<b>+9% &amp; +12%</b>	<b>-</b>	<b>+6%</b>	<b>14%</b>	<b>133%</b>	<b>60%</b>	<b>10%</b>	<b>-</b>	<b>16.5%</b>
BE	-0.4	-2.0	48	-4.3	-2.3	-14.9	-5.2	6.6	4.1	-0.2	-1.5	146	100	7.7	7.6	-3.9
DE	6.5	7.0	42	-8.9	-3.2	-13.1	-4.6	3.0	3.1	1.8	1.5	107	81	6.2	5.5	4.4
FR	-1.8	-2.2	-21	-7.8	-3.2	-14.0	-6.8	4.1	2.1	-2.3	3.5	141	90	9.9	10.2	-0.1
LU	7.0	6.6	169	-2.3	-1.4	-18.3	-4.0	9.8	4.7	2.5	-5.0	317	22	4.8	5.1	11.3

Source: EUROSTAT, DG ECFIN (for the indicators on the REER).

## Le Luxembourg « épinglé » à deux reprises par la CE (2)

### 2) La CE, dans son avis rendu sur le plan budgétaire du Luxembourg, souligne qu'à politiques inchangées le Luxembourg s'écartera de son OMT (2pack)

Selon la Commission, à politiques inchangées, le solde structurel du Luxembourg serait de +0,2% en 2013 et -0,4% en 2014 alors que l'OMT du Luxembourg est un excédent structurel de +0,5%

#### Synthèse des avis de la CE sur les projets de plans budgétaires

Conformité avec	Pacte de Stabilité et de Croissance		Réformes fiscales et structurelles
	appréciation générale	PDE	
Belgique	globalement conforme	oui	progrès limités
Allemagne	conforme	x	aucun progrès
Estonie	conforme	x	des progrès
Espagne	risque de non-conformité	oui	des progrès
France	conforme sans marges	oui	progrès limités
Italie	risque de non-conformité	x	progrès limités
Luxembourg	risque de non-conformité	x	des progrès
Malte	risque de non-conformité	oui	progrès limités
Pays-Bas	conforme sans marges	oui	des progrès
Autriche	globalement conforme	oui	des progrès
Slovénie	conforme sans marges	oui	progrès limités
Slovaquie	globalement conforme	oui	progrès limités
Finlande	risque de non-conformité	x	des progrès

Tableau 1

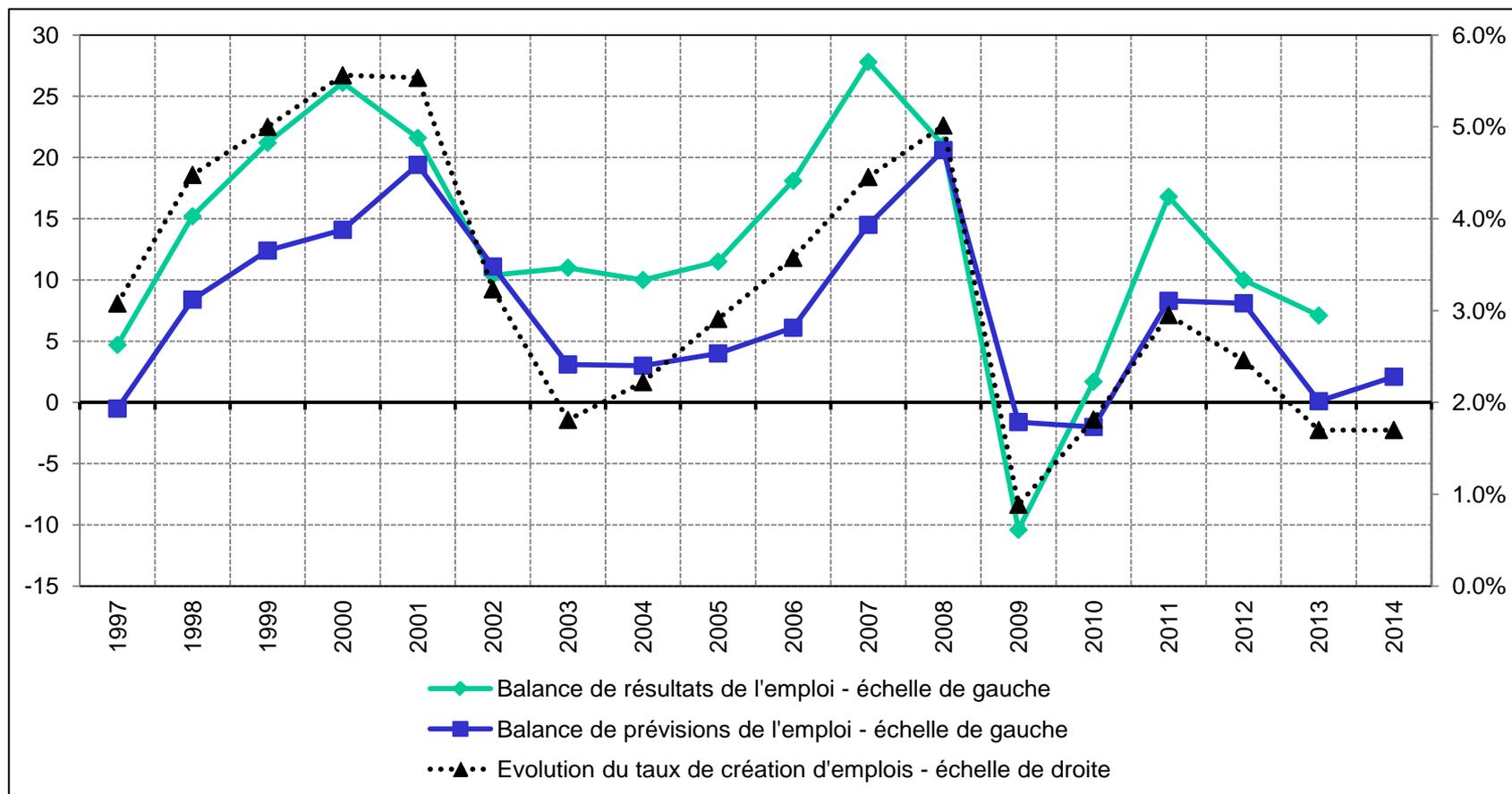
PDE : existence d'une procédure pour déficit excessif contre cet Et

Source : BNP Paribas d'après Commission européenne

## Ce que le programme gouvernemental propose ...

Bon sens	Position mitigée
<p>Priorité à la réduction des <b>dépenses courantes</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· atteindre d'ici la fin de la période de législature un solde structurel des finances publiques d'au moins +0,5% du PIB ;</li> <li>· maîtriser, voire réduire la dette publique de façon à la maintenir à tout moment en-dessous de 30% du PIB.</li> </ul>	<p><b>Hausse envisagée de la TVA</b>, bien qu'elle doive rester le taux le plus bas de l'UE</p>
<p>Adoption du projet de loi 6597 relative à la <b>coordination et à la gouvernance</b> des finances publiques</p>	<p>Une <b>augmentation des taux d'imposition</b> ne sera considérée qu'en dernier recours - quel est ce dernier recours?</p>
<p>Screening des dépenses d'Etat sur la base du principe du « <b>zero based budgeting</b> »</p>	<p>Aucune mention quant à l'<b>abandon progressif de la notion administrative d'« Etat central »</b> en faveur du concept économique, reconnu à l'échelle européenne et sous-jacent au projet de loi 6597, d'« administration centrale »</p>
<p>Volonté d'instaurer une « <b>norme de croissance des dépenses inférieure à la croissance des recettes</b> »</p>	<p>Aucune mention quant au passage d'une logique de « <b>crédits budgétaires</b> » à une logique de définition de missions à accomplir par les autorités publiques. Une telle nouvelle gouvernance doit être flanquée par la fixation préalable d'objectifs à atteindre. Ceux-ci doivent être quantifiables et évalués a posteriori par des critères de performance</p>
<p>Mise en place d'une <b>task force</b> dont la mission est : d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques à travers l'identification de solutions moins chères pour arriver au même résultat ; de procéder à un examen des dépenses courantes des administrations de l'Etat et le cas échéant de les réduire sans pour autant entraver leur bon fonctionnement</p>	<p>Le programme gouvernemental reste muet quant à la <b>composition du Comité économique et financier national</b></p>
<p>Lancement d'une <b>réforme structurelle du processus d'établissement et d'exécution du budget</b> (sur base du rapport du Secrétariat de l'OCDE de 2012 et de l'analyse réalisée du Ministère des Finances)</p>	
<p>Institutionnalisation du « Comité de prévision » qui devient le « <b>Comité économique et financier national</b> »</p>	
<p>Analyse critique de tous les <b>transferts sociaux et subventions</b> ; développement d'un nouveau système de redistribution ciblée (en fonction des priorités politiques et des revenus)</p>	

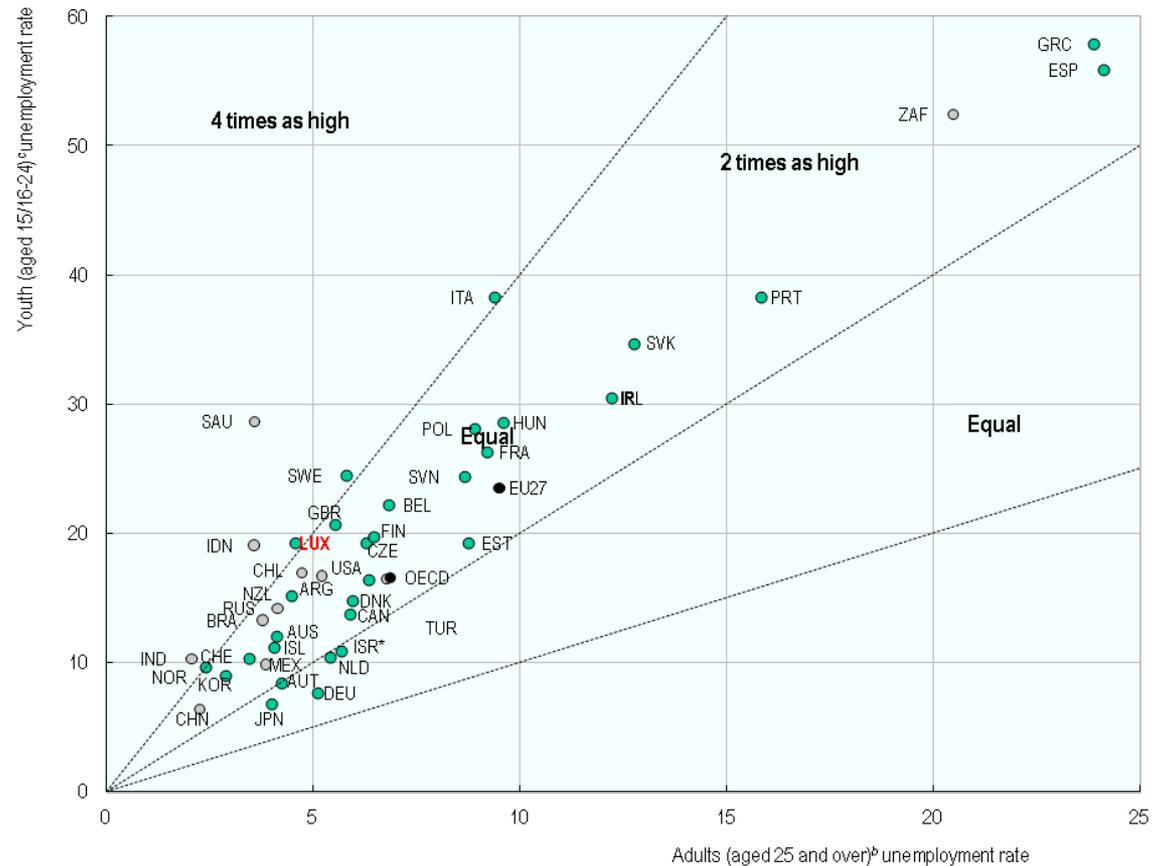
## Les prévisions en termes de croissance d'emploi s'améliorent



## Le taux de chômage des jeunes atteint des records

Octobre 2013 (OCDE)

- Taux de chômage total : 5,9%
- Taux de chômage des moins de 25 ans : 18,7%



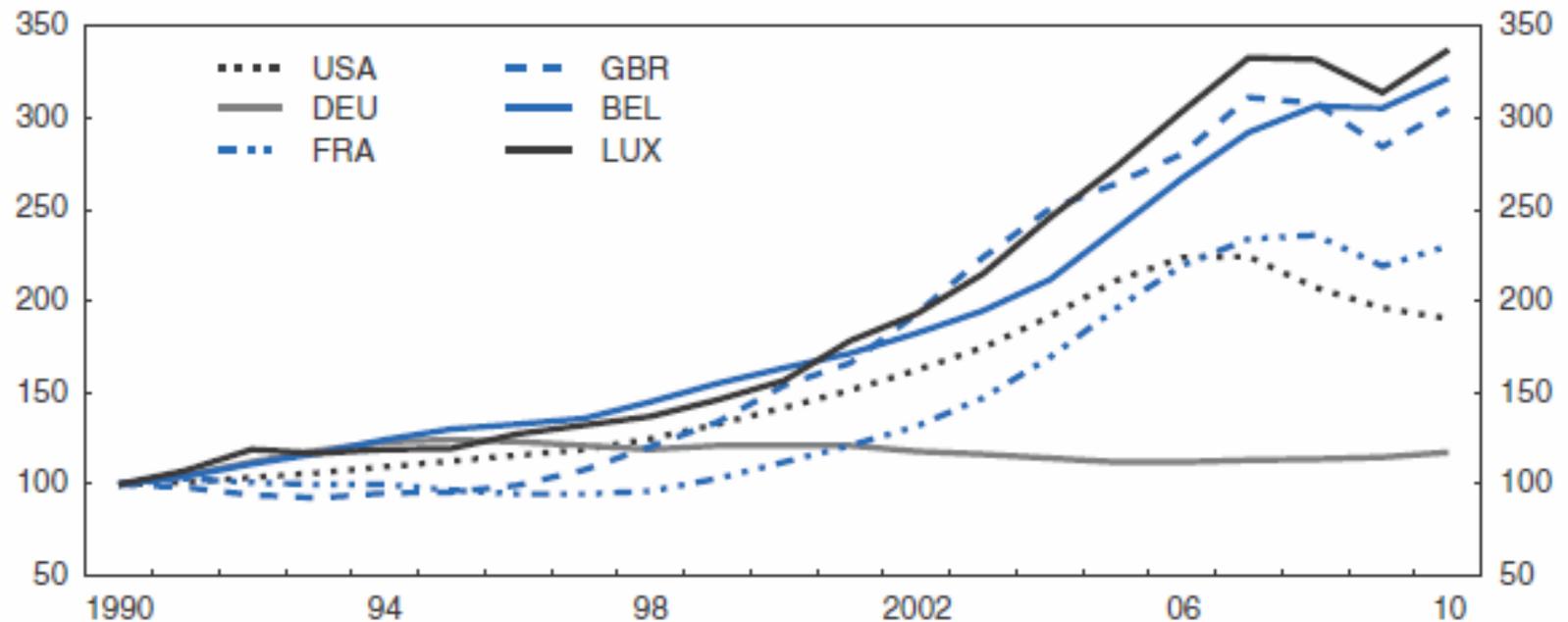
## Ce que le programme gouvernemental propose ...

Bon sens	Position mitigée	Mauvais sens
<p>Poursuite de la réforme de l'<b>ADEM</b></p>	<p><b>Projet de réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique:</b> réforme de l'enseignement secondaire est à entreprendre d'urgence et de préférence sur base de la « <b>proposition de texte</b> » <b>originale</b> et non pas sur base du Projet de loi « dilué » portant sur l'enseignement secondaire déposé par le Gouvernement</p>	<p><b>Gratuité</b> de l'accueil des enfants: aucune proposition de financement</p>
<p><b>Analyse</b> du salaire social minimum (SSM), des indemnités de chômage et du revenu minimum garanti (RMG)</p>	<p><b>Mieux relier les mondes de l'école et du travail</b> par des stages: aucune mention quant à la possibilité d'inclure des modules de présentation de l'économie et de l'entrepreneuriat dans les cursus scolaires</p>	
<p>Formation professionnelles adaptée à la réalité linguistique du pays</p>		
<p>Etudier la possibilité d'une alphabétisation parallèle en français et en allemand pour des enfants d'origine linguistique différente</p>		
<p><b>Flexibilisation accrue des contrats de travail</b> (CDD)</p>		

## Les prix de l'immobilier poursuivent leur hausse

### Prix de l'immobilier résidentiel au Luxembourg et dans d'autres pays

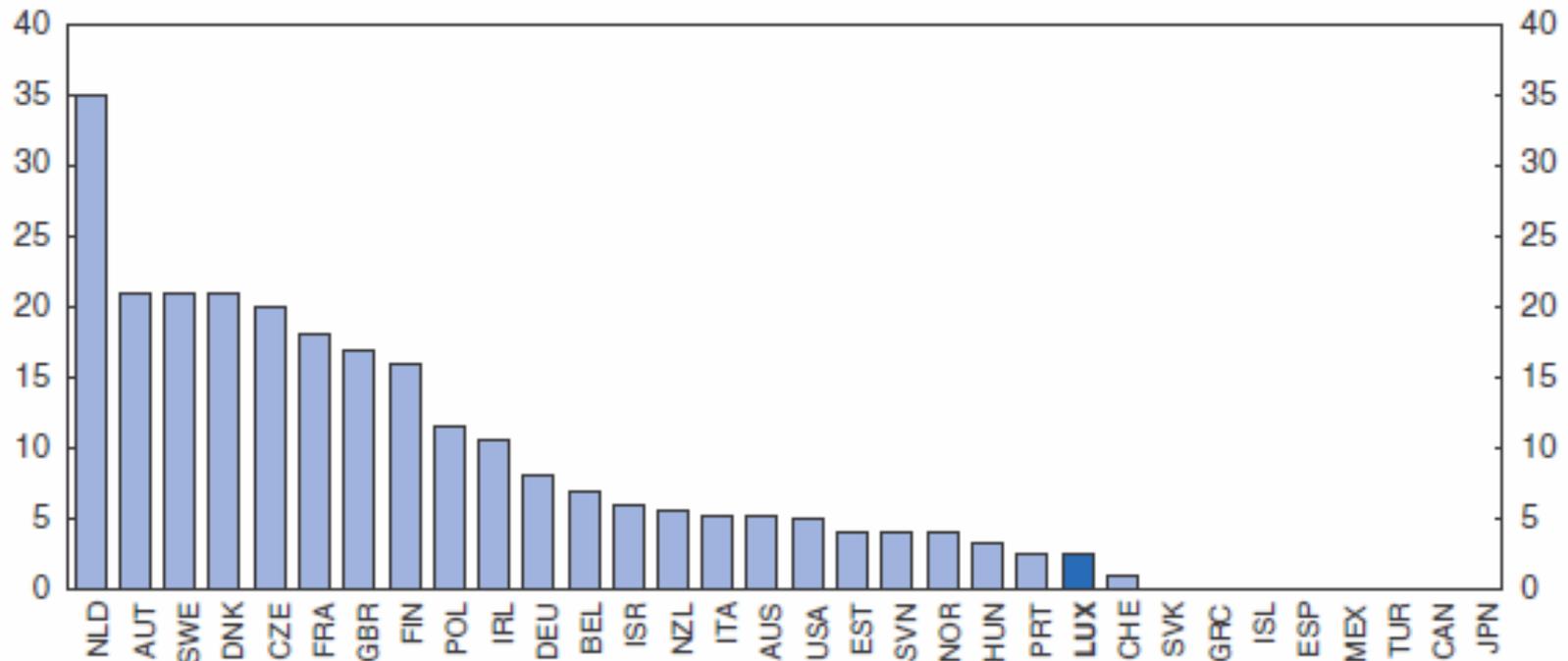
Indice des prix (1990 = 100)



## Des logements sociaux encore trop peu nombreux

### Part du logement social dans les pays de l'OCDE (2009)

Pourcentage du parc de logements



## Ce que le programme gouvernemental propose ...

Bon sens	Position mitigée
<p><b>Maîtrise de l'évolution des prix</b> sur le marché immobilier en augmentant l'offre de logements et de terrains constructibles - révision du "pacte logement"</p>	<p>Aucune mention concernant l'introduction d'un « <b>chèque logement</b> », dégressif en fonction de critères de revenus et de patrimoine, et remis aux ménages dont les revenus sont inférieurs à 5 fois le salaire social minimum.</p>
<p><b>Réforme de l'impôt foncier</b></p>	<p>"impliquer activement l'initiative privée, dont le rôle se limitera à la construction de logements" reste <b>trop vague</b></p>
<p><b>Simplifier et raccourcir les procédures administratives</b> concernant la construction et l'habitat</p>	
<p><b>Centralisation de la gestion et du paiement de toutes les aides étatiques</b> en relation avec le logement dans un seul service étatique.</p>	
<p>Soumettre toutes les <b>aides et subventions étatiques</b> dans le domaine du logement à une analyse</p>	
<p><b>Dynamisation de la création de logements sociaux</b> et de logements à prix abordables par les acteurs publics</p>	
<p>Mise en place de <b>l'instrument des contrats sur les terrains à bâtir</b> (Baulandvertrag) et <b>l'obligation de construire au bout d'un délai déterminé</b> sur ces terrains à bâtir nouvellement créés.</p>	

## Questions - Réponses

Merci de votre attention

Pour toute question : [eco@cc.lu](mailto:eco@cc.lu)

[www.carlothelenblog.lu](http://www.carlothelenblog.lu)